

Études littéraires africaines

« Boîte à lettres » et signatures : l'auctorialité partagée des femmes dans *Awa*

Claire Ducournau



Numéro 47, 2019

Awa : la revue de la femme noire, entre presse et littérature

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1064752ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1064752ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association pour l'Étude des Littératures africaines (APELA)

ISSN

0769-4563 (imprimé)

2270-0374 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Ducournau, C. (2019). « Boîte à lettres » et signatures : l'auctorialité partagée des femmes dans *Awa*. *Études littéraires africaines*, (47), 43–60.
<https://doi.org/10.7202/1064752ar>

Résumé de l'article

Cet article propose de revisiter *Awa* : la revue de la femme noire à travers le prisme du genre, par une étude des modalités de présence et de représentation des femmes et des hommes qui écrivent dans le mensuel de 1964 à 1973. Il convoque à cette fin deux paramètres du magazine dont il élucide les enjeux littéraires et sociaux : les signatures des articles, entre anonymat, patronymat, prénomymat et pseudonymat, d'une part ; les correspondant-e-s rendu-e-s visibles, notamment dans la rubrique « La boîte à lettres » qui leur est consacrée, d'autre part. L'auctorialité des femmes dans ce magazine apparaît alors *partagée*, avec les hommes et entre elles : alors que les contributeurs participent par leurs signatures, particulièrement de textes littéraires, à cautionner *Awa* tout en en surveillant les contenus, les rédactrices y sont beaucoup plus souvent anonymes ou insérées au sein de collectifs susceptibles de les rendre individuellement invisibles. En avançant masquées et groupées, elles proposent des modes d'émancipation plus pratiques que théoriques, toujours susceptibles de reconduire des hiérarchies genrées en une période où l'accès au statut et à l'autorité d'auteur-e est bien moins assuré pour les femmes que pour les hommes. Leurs stratégies d'écriture et leurs trajectoires sociales n'en révèlent pas moins l'existence, autour du périodique, d'un espace vivant de solidarité et d'inventivité vis-à-vis des normes de genre.

« BOÎTE À LETTRES » ET SIGNATURES : L'AUCTORIALITÉ PARTAGÉE DES FEMMES DANS AWA

RÉSUMÉ

Cet article propose de revisiter *Awa : la revue de la femme noire* à travers le prisme du genre, par une étude des modalités de présence et de représentation des femmes et des hommes qui écrivent dans le mensuel de 1964 à 1973. Il convoque à cette fin deux paramètres du magazine dont il élucide les enjeux littéraires et sociaux : les signatures des articles, entre anonymat, patronymat, prénomymat et pseudonymat, d'une part ; les correspondant·e·s rendu·e·s visibles, notamment dans la rubrique « La boîte à lettres » qui leur est consacrée, d'autre part. L'auctorialité des femmes dans ce magazine apparaît alors *partagée*, avec les hommes et entre elles : alors que les contributeurs participent par leurs signatures, particulièrement de textes littéraires, à cautionner *Awa* tout en surveillant les contenus, les rédactrices y sont beaucoup plus souvent anonymes ou insérées au sein de collectifs susceptibles de les rendre individuellement invisibles. En avançant masquées et groupées, elles proposent des modes d'émancipation plus pratiques que théoriques, toujours susceptibles de reconduire des hiérarchies genrées en une période où l'accès au statut et à l'autorité d'auteur·e est bien moins assuré pour les femmes que pour les hommes. Leurs stratégies d'écriture et leurs trajectoires sociales n'en révèlent pas moins l'existence, autour du périodique, d'un espace vivant de solidarité et d'inventivité vis-à-vis des normes de genre.

ABSTRACT

The aim of this paper is to revisit Awa : la revue de la femme noire through the lens of gender, and to analyse the presence and representation of the men and women who contributed to the monthly magazine between 1964 and 1973. In order to do so, it will focus on two of the magazine's practices and seek to elucidate their literary and social implications. On the one hand, it will look at the way articles are signed, from anonymity to the use of surnames, first names or pseudonyms. On the other hand, it will focus on the ways correspondents are made visible, particularly through the « boîte à lettres » section devoted to their letters. In the magazine, women's authorship appears as shared, both with men and among women. Whereas men contributors, through their signatures – of literary texts especially – contri-

bute to endorsing Awa while monitoring its content, women contributors much more often remain anonymous or are integrated into collectives that might make them invisible as individuals. By hiding behind masks and within a group, they offer modes of emancipation that are based more on practice than on theory and run the risk of reproducing gendered hierarchies at a time when access to author status and authority was more uncertain for women than it was for men. Their writing strategies and social trajectories nonetheless make visible the existence of a vibrant space of solidarity and inventiveness in relation to gender norms around the magazine.

*

Si *Awa* apparaît comme un périodique pionnier à sa création à Dakar en 1964, c'est avant tout en tant que *revue de la femme noire* (d'après son sous-titre programmatique) : au titre de périodique consacré à la cause des femmes, produit en Afrique par et pour des femmes noires. Cela fait de lui un « magazine militant sur papier glacé »¹ certainement plus engagé que la presse féminine noire qui prend son relais, à commencer par *Amina*, revue dépolitisée² et, comme la plupart des magazines féminins français, dirigés par des hommes³, sous la houlette du patron de presse Michel de Breteuil (jusqu'à son décès en 2018). Si d'autres magazines panafricains tels que *Bingo : l'illustré africain* (1953-1990) et *La Vie africaine* (1959-1965) accueillait déjà des pages et des rubriques féminines ainsi que des femmes journalistes, la direction et le comité de rédaction d'*Awa* sont exclusivement féminins.

Les hommes sont néanmoins loin d'être absents de ses colonnes, qui accueillent un photographe (Baïdy Sow) et un chroniqueur (Henri Mendy) : signé d'abord par ce dernier, « Le billet de Monsieur » suit de près chaque éditorial anonyme. De manière paradoxale, le numéro qui met un terme à la vie du mensuel après une seconde série moins régulière se révèle particulièrement riche en voix masculines. Signé pour la première (et la dernière) fois par un homme, son éditorial y redouble « Le billet de Monsieur », en insistant sur le rôle actif des femmes dans la lutte armée pour l'indépen-

¹ BUSH (Ruth), « «Mesdames, il faut lire !» : Material contexts and representational strategies in early francophone African women's magazines », *Francosphères*, vol. 5, n°2, 2016, p. 213-236 ; p. 236.

² SASSOON (Virginie), *Femmes noires sur papier glacé*. Bry-sur-Marne : INA éditions, 2014, 193 p.

³ PAVARD (Bibia), « Presse(s) féminine(s) : le poids du genre », in : BLANDIN (Claire), dir., *Manuel d'analyse de la presse magazine*. Paris : Armand Colin, 2018, p. 107-23 ; p. 117.

dance qui se déploie alors dans les colonies portugaises. Si on le compare au premier numéro paru près de dix ans avant, *Awa* semble avoir été accaparée, voire réduite au silence par des hommes dont les contributions signées se sont affirmées. Or les modes de signature dans la presse africaine, que cet article explore du point de vue du genre, peuvent éclairer des enjeux culturels, sociaux ou politiques plus vastes⁴.

Quelles sont, dès lors, les modalités de présence et de représentation de ceux et celles qui écrivent dans *Awa*, en une période où l'accès au statut et à l'autorité d'auteur·e est bien moins assuré pour les femmes que pour les hommes, en littérature comme en journalisme⁵? Pour examiner le marquage sexué des textes accueillis en tant que construction culturelle et socialement située, fruit d'une ligne éditoriale plus ou moins consciente, deux traits constitutifs de la matière discursive sont examinés ici : les signatures des articles, entre anonymat, patronymat, prénomat et pseudonymat, d'une part ; les correspondant·e·s rendu·e·s visibles, notamment dans la rubrique « La boîte à lettres » qui leur est consacrée, d'autre part. Deux premières parties s'appuient sur des bases de données réalisées sur ce double groupe de scripteur·se·s en réalité poreux : la première porte sur les contributeur·rice·s identifiables (n=108, pour 372 articles) ; la seconde sur les lecteur·rice·s dont les courriers sont publiés (n=106, pour 116 courriers⁶). Une troisième partie analyse les enjeux sociaux et littéraires du poids de l'anonymat et de l'énonciation collective dans la revue.

Anonymat des contributrices vs nomination croissante et surveillance des contributeurs

Les modalités de signature varient amplement dans *Awa* : non signés, près de la moitié des articles (184, dont la part diminue dans la seconde série) apparaissent implicitement comme le fruit du travail du comité de rédaction. Quatre modes de signature peuvent

⁴ NEWELL (Stephanie), *The Power to Name : A History of Anonymity in Colonial West Africa*. Athens : Ohio University Press, 2013 ; TCHEUYAP (Alexie), « Écrire masqué. Des pseudonymes dans la presse camerounaise », *Politique africaine*, vol. 136, n°4, 2014, p. 135-56.

⁵ REGARD (Frédéric), TOMICHE (Anne), *Genre et signature*. Paris : Classiques Garnier, 309 p. ; GRANDPIERRE (Karine), « Elle : un outil d'émancipation de la femme entre journalisme et littérature (1945-1960)? », *CONTEXTES*, n°11, 2012 ; URL : <http://journals.openedition.org/contextes/5399> (mis en ligne le 18-05-2012 ; consulté le 30-10-2018).

⁶ Sarah Arens et Ruth Bush ont participé à la création d'une première version de cette base.

ensuite être distingués : mention complète d'un prénom et d'un nom (146) ; mention d'un prénom (25) ou d'un nom (11) uniquement ; signatures par des initiales (6, sans que leur signification soit, souvent, indiquée ailleurs). Sur l'ensemble des signatures identifiées, 60 sont le fait d'hommes (soit 56 %), 43 de femmes (40 %), 5 de signataires dont le sexe n'est pas objectivable (5 %). Si les prénoms sont plus souvent féminins que masculins, seuls les hommes signent d'un nom uniquement, mais les articles signés par des noms entiers sont proportionnellement beaucoup plus nombreux venant de contributeurs (89 textes, soit 61 %) que de contributrices (57, soit 39 %).

Parmi les 16 signatures qui dominent la revue en volume paginal ou en quantité d'articles, 7 hommes font concurrence aux femmes.

<i>Hommes / Femmes</i>	Nombre de pages	Nombre d'articles
<i>Birago Diop</i>	18,6	8
Annette Mbaye d'Erneville	14	8
Ika Paul-Pont	11,8	4
Virginie Camara	10,5	4
Amy	9,5	5
<i>Joseph Zobel</i>	8,1	4
<i>Amadou Samb</i>	8	3
Fatou Sow	7,6	2
<i>Henri Mendy</i>	7,5	9
Jacqueline Ki-Zerbo	7,25	2
<i>Siga Sow</i>	7	2
Geneviève Thiam	7	4
Rosa Guy	6,5	1
<i>Sim</i>	6,5	6
<i>Émile Kargougou</i>	6	3
Nafissatou	6	3

Tableau 1 – Seize signatures dominantes par ordre décroissant (selon le volume).

Birago Diop, grande plume qui apporte, comme Joseph Zobel, son prestige à la revue, est le plus présent en nombre de pages ; Henri Mendy en nombre d'articles. Leurs prénoms et noms peuvent être répétés, au sommaire ou à même l'article. La formule « Birago Diop raconte... Birago » introduit ainsi les deux textes autobiographiques de l'auteur sénégalais. Elle revient au sommaire des n^o7 et 8, avec un patronyme composé en gras et majuscules. Les sommaires, qui ne mentionnent pas tous les auteur·e·s, mettent ainsi en évidence bien plus de noms masculins (83) que féminins (49), comme pour équilibrer l'ours massivement féminin. Si les contributeurs signent, à une ou deux exceptions près (Émile Kargougou, au prénom ponctuellement remplacé par une initiale), toujours de la même façon, leur parcours social est moins aisé à retracer que celui des femmes figurant dans le tableau 1, ce qui ne les empêche pas de talonner dans ce palmarès la contributrice majeure qu'est Annette Mbaye d'Erneville, rédactrice en chef de la revue.

Lorsqu'elle fonde *Awa*, mettant en œuvre une idée ancienne, celle-ci vient de divorcer pour assumer une carrière publique de femme de médias – son mari aurait préféré qu'elle reste institutrice, malgré les brillantes études de journalisme qu'elle avait faites en France, où ils se sont rencontrés (*major* de sa promotion et première diplômée en journalisme du Sénégal, quand ce diplôme reste exceptionnel pour les Françaises⁷). Mère de quatre enfants, elle entre au ministère de l'Information en tant qu'agent du bureau de presse en 1964, tout en restant productrice d'émissions radiophoniques en wolof et en français⁸. Sa trajectoire est proche de celle d'Henriette Bathily, amie rencontrée en France qui l'a précédée comme responsable de Radio-Sénégal dès la fin des années 1950 : devenue en 1964 directrice du département culturel du Centre culturel français, celle-ci figure au comité de rédaction d'*Awa*, bien qu'elle ne signe aucun texte en son nom. Répandu au Sénégal depuis la colonisation, surtout à l'initiative des femmes, le divorce s'accompagne souvent d'une telle ascension sociale, mais il n'est bien toléré que parce que les divorcées se remarient, le plus souvent avec un époux polygame⁹, ce qui ne sera jamais le cas de « Tata

⁷ GRANDPIERRE (K), « *Elle* : un outil d'émancipation de la femme entre journalisme et littérature (1945-1960) ? », *art. cit.*

⁸ MBAYE (William Ousmane), *Mère-bi la mère*. Paris : autoproduction, 2008 ; DIAGNE (Rokhaya Oumar), DIAGNE (Souleymane Bachir), « Annette Mbaye d'Erneville, femme de communication », *Présence Africaine*, vol. 153, n^o1, 1996, p. 91-97 ; p. 95.

⁹ DIAL (Fatou Binetou), « Le divorce, une source de promotion pour la femme ? Une enquête à Dakar et Saint-Louis (Sénégal) », in : LOCOH (Thérèse), dir.,

Annette », surnom affectueux par lequel cette figure charismatique et anticonformiste devient largement connue. La variation de ses signatures semble répercuter ce divorce : alors qu'elle signe M'Baye dans la première série, reprenant le nom de son ex-mari, elle récupère d'Erneville, celui de son père, ou ses initiales (A.E.) dans la seconde.

Conformément à sa ligne éditoriale, la revue met à l'honneur des femmes : écrivaines comme Virginie Camara, dont *Awa* présente et donne à lire la poésie, ou Rosa Guy, qui signe une enquête ; intellectuelles comme Ika Paul-Pont ou Fatou Sow, étudiante de licence en sociologie, qui publie sous l'impulsion d'Annette Mbaye sa première étude sur la condition des femmes (avant de devenir une universitaire féministe réputée). *Awa* dresse aussi les portraits élogieux de femmes travailleuses, dûment nommées, dont elle met en valeur la qualité des activités privées et/ou publiques qu'elles exercent en pionnières, du parachutisme (Aïda Senghor) à la direction d'entreprise (N'Deye Tall), en passant par la politique (Caroline Diop).

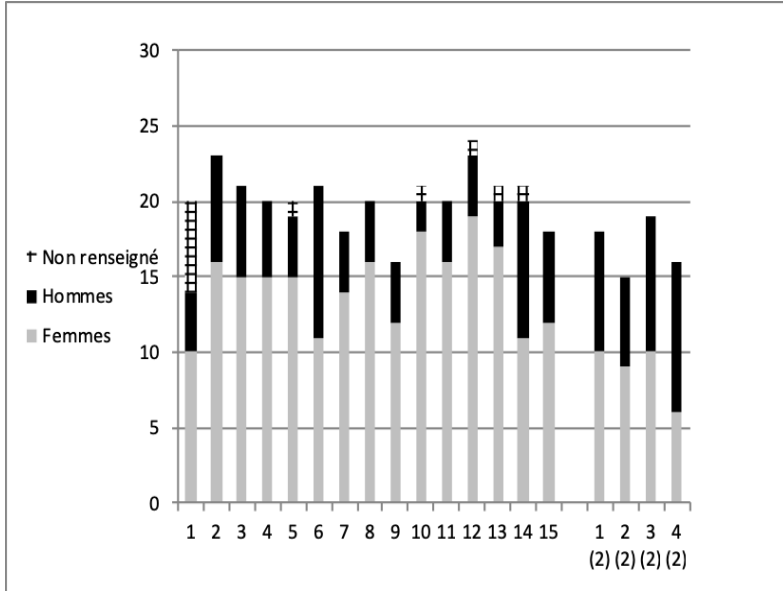
Mais la tendance à rendre aussi visibles les noms de contributeurs masculins, proportionnellement plus nombreux que les contributrices nommées à écrire 2 ou 3 articles (plutôt qu'un seul), s'accroît, comme le restitue le graphique 1 prenant en compte les articles anonymes (attribués à des femmes, ce qui leur assure, en un effet de structure, une présence majoritaire). Si la proportion de textes signés par des hommes évolue entre 10 %, au n°10 en décembre 1964, et 63 %, au n°4 en mai 1973 (pour la seule fois, plus de la moitié des articles), cette croissance est irrégulière, autour de quelques seuils, à commencer par le n°6 où elle s'élève à 48 % (alors qu'elle n'avait pas dépassé jusque-là 30 %), puis au-delà de 33 % dans les six derniers numéros, au-delà de 40 % dans la seconde série.

Hiérarchisés, les articles sont aussi nourris de formats littéraires. L'année où elle lance *Awa*, Annette Mbaye publie son premier recueil de poésie et fonde l'Association des écrivains du Sénégal¹⁰. Le périodique accueille 74 textes et rubriques littéraires (20 % du total) : contes, nouvelles, poèmes (présents jusque dans les pages de mode, parsemées de vers massivement signés par des hommes), textes autobiographiques, récits historiques, actualités littéraires et

Genre et sociétés en Afrique : implications pour le développement. Paris : INED, 2007, 432 p. ; p. 357-371.

¹⁰ M'BAYE D'ERNEVILLE (Annette), *Kaddu*. Dakar : Impr. A. Diop, 1964 ; DIAGNE (R.O.), DIAGNE (S.B.), « Annette Mbaye d'Erneville, femme de communication », *art. cit.*, p. 94.

comptes rendus de lecture. Comme dans la presse féminine française¹¹, les signatures d'écrivains plus ou moins consacrés dont les contributions ne sont pas toutes littéraires, d'Abdou Anta Kâ à Cheikh Aliou N'Dao (26 sous leur nom entier, surtout pour les textes en prose, contes ou nouvelles, contre 8 auteures), sont là encore surreprésentées.



Graphique 1 – Répartition des articles publiés par numéro selon le sexe (n=372).

Cette présence masculine quantitativement affirmée dans les colonnes d'*Awa*, dont le contenu est très polyphonique, va pourtant de pair avec des rappels assez unifiés à l'ordre du genre à l'adresse de femmes (trop) éduquées. Dès le n°2, Henri Mendy, principal rédacteur du « billet de Monsieur » dans la première série, avant de devenir le seul homme intégré au comité de rédaction réduit de la seconde¹², refuse tout « panégyrique de l'action de la femme noire évoluée ». Il donne le ton de cette tribune en une mise au point visant à défendre un terrain masculin : « un lieu où les hommes ont, tel un boudoir, le droit d'être chez eux, de ranger leurs affaires à leur guise et aussi de dire ce qu'ils pensent de votre attitude, vos réactions, vos réalisations »¹³.

¹¹ GRANDPIERRE (K), « *Elle* : un outil d'émancipation de la femme entre journalisme et littérature (1945-1960) ? », *art. cit.*

¹² Le comité rassemble 8 personnes du n°2 au n°7, puis 6, à l'exception du n°1 (7) et du n°15 (5).

¹³ *Awa*, n°2, fév. 1964, p. 5.

L'image spatiale du boudoir, petite pièce intime et bourgeoise réservée aux causeries ou, étymologiquement, aux bouderies féminines, apparaît ici comme une page permettant aux hommes d'afficher leurs droits et caprices, d'assener sans censure leurs jugements critiques. Ce partage textuel, amplifié par de nombreuses tribunes libres masculines, programme des prises de position conservatrices, parfois sous couvert de dénonciation du néocolonialisme que soutendrait le féminisme européen : Borom Khâlis stigmatise « des motions et des résolutions dont le ton frise souvent la démagogie »¹⁴, avant que Gibé caricature le combat des Françaises pour légaliser l'avortement comme une « nouvelle vague occidentale qui, après avoir obtenu la pilule et le stérilet, part en campagne pour que la curette et la sonde soient mises entres [*sic*] toutes les mains »¹⁵. Mendy, qui défend, comme d'autres, la polygamie, demande des « motions spéciales sur les devoirs de la femme au foyer »¹⁶ ; Tapha aimerait que les femmes passent plus de temps à échanger des recettes de cuisine plutôt que « des noms de "Marabouts" à consonance étrangère qui, disent-elles, sont imbattables lorsqu'il s'agit d'annihiler la volonté de l'homme »¹⁷. Sceptique face au féminisme, mot que ne revendique pourtant pas la revue, Amadou Samb, du haut de son statut de directeur de l'enseignement du premier et du second degré, enjoint à ses « chères sœurs » : « imposez-vous en silence, prenez rang et la cause sera entendue »¹⁸.

Par ces interventions méfiantes, les hommes surveillent les contenus de la revue qu'ils gardent sous un relatif contrôle, jusqu'à influencer des rubriques en évolution, modelant le travail d'une rédaction soucieuse de susciter leur approbation et leur collaboration. Par ses suggestions lors de la soirée de lancement d'*Awa*, c'est le ministre de l'Information Lamine Diakhaté (sous la houlette duquel travaille Annette Mbaye) qui inspire la section « La bonne secrétaire », prescrivant des comportements nourris de stéréotypes de genre, en un triptyque consacré à la tenue, à la ponctualité et à l'usage du téléphone, en contraste avec bien des portraits concrets de femmes au travail, fières de leur profession. En endossant le point de vue du patron, désireux d'avoir sous ses ordres une « adjointe indispensable » plutôt qu'un « accessoire décoratif », ces textes articulent dominations de classe et de sexe pour inciter (sous

¹⁴ *Awa*, n°5, mai 1964, p. 25.

¹⁵ *Awa*, n°2, nov. 1972, p. 5.

¹⁶ *Awa*, n°7, sept. 1964, p. 5.

¹⁷ *Awa*, n°8, oct. 1964, p. 5.

¹⁸ *Awa*, n°12, mars 1965, p. 33.

couvert d'humour) à la discrétion et au dressage des candidates risquant naturellement de se montrer trop bavardes, excentriques ou délurées¹⁹.

Non contents de susciter l'existence de certaines rubriques, les hommes peuvent aussi interrompre d'autres moins appréciées. C'est le cas d'« Awa déchaînée », bande dessinée ironique dénonçant le sexisme ordinaire à travers le comportement violent et immoral de maris peu avenants aux n°3 et 5, visée par une lettre de Seydou Badian, célèbre écrivain malien alors également ministre, qui réclame davantage de sérieux et se dit « un peu inquiet devant la rubrique des galéjades »²⁰. En se montrant critiques d'émancipations trop affirmées vis-à-vis des normes de genre (à la différence de la plupart des lectrices), de tels lecteurs influents façonnent aussi le contenu du magazine.

Une boîte à lettres poreuse à la distribution sexuée du magazine

Car les (apprenti·e·s) journalistes ou pigistes signant des articles ne sont pas les seul·e·s à écrire dans *Awa* : la rubrique « La boîte à lettres » et ses prolongements contribuent à entretenir le flou de la frontière entre professionnel·le·s et amateur·rice·s dans cette presse qui ne bénéficie pas d'aide matérielle régulière de l'État sénégalais ni d'apports suffisants d'annonceurs africains, puisque la publicité y représente un dixième de la surface totale en moyenne et ne cible pas vraiment des consommatrices²¹. La fabrication du périodique dépend assez largement du bon vouloir d'un homme, Abdoulaye Diop, qui offre les tirages, et sur l'imprimerie duquel porte un long reportage²². Époux d'Anta, qui figure au comité de rédaction, c'est aussi lui qui publie le premier livre d'Annette Mbaye en 1964, et offre un « énorme gâteau » le jour de la kermesse *Awa* destinée à pallier l'absence de dons et de subventions. Aucun article n'est rétribué, aucun contrat signé, alors que les membres du comité de rédaction payent une contribution²³. Les tirages restent, dans ces

¹⁹ *Awa*, n°2, fév. 1964, p 14 ; puis n°3, mars 1964, p. 14 ; n°4, avril 1964, p 14.

²⁰ *Awa*, n°6, juin 1964, p. 36.

²¹ Elle atteint près de 15 % de la surface des n°1 et 2 de la seconde série, comme si le périodique cherchait à bâtir un modèle économique un peu différent à sa réparation. Les magazines féminins consacrent alors en France entre 40 % et 70 % de leur surface à la publicité – SULLEROT (Évelyne), « La presse féminine : une approche sociologique », *Les Cahiers de la publicité*, vol. 4, n°1, 1962, p. 69-78.

²² *Awa*, n°11, janv.-fév. 1965, p. 42-46.

²³ *Awa*, n°6, juin 1964, p. 35.

conditions, limités, entre 5 000 et 7 000 exemplaires, quand ceux d'*Elle* et *Marie Claire*, obéissant à la logique du marché publicitaire, atteignent alors plus de 500 000 exemplaires chacun (malgré un recul inédit depuis 1945)²⁴. S'adressant davantage à des citoyennes qu'à des consommatrices, *Awa* rayonne néanmoins au-delà du Sénégal, comme le montrent les courriers publiés.

À côté des critiques, ces derniers prodiguent félicitations et encouragements, éclairant l'enthousiasme déclenché par *Awa* en même temps que sa fonction ponctuelle de socialisation – à la lecture, à l'écriture, à des pratiques ou des perspectives nouvelles : un tailleur malien utilise les patrons du magazine que lui a laissés une cliente ; des lectrices de Gambie y suivent la mode sénégalaise²⁵. Ces lettres peuvent être généralement attribuées à des individus sexués, puisque des indications sur l'identité, l'adresse et/ou les caractéristiques sociales des épistolier·ère·s, parfois connu·e·s publiquement, accompagnent généralement leur parution, d'autant plus lorsque plusieurs courriers viennent du·de la même scripteur·se. L'identité des correspondant·e·s recoupe partiellement celle des auteur·e·s d'articles, comme dans le cas de correspondants spéciaux devenus tels du fait d'une proposition épistolaire (Rosa Guy) ou de personnalités déjà présentes dans la revue (Virginie Camara). Sept épistoliers et cinq épistolières (plus d'un 10^e au total) se présentent ou sont connu·e·s en tant qu'écrivain·e·s situé·e·s dans une diaspora noire : neuf viennent d'Afrique (Sénégal, Côte d'Ivoire, Mali, Togo, Mauritanie), l'une, Trinidadienne installée aux États-Unis, d'Amérique. Une seule réside en France, alors que ces résident·e·s représentent près d'un quart de l'ensemble des correspondant·e·s (tout·e·s citoyen·e·s) dont on a pu renseigner l'adresse, parmi lesquel·le·s deux tiers envoient leurs courriers depuis l'Afrique, et un cinquième du Sénégal.

²⁴ BUSH (R.), « “Mesdames, il faut lire !” : Material contexts and representational strategies in early francophone African women's magazines », *art. cit.* ; BLANDIN (C.), « Femmes de lettres dans la presse féminine (1964-1974) », *COntEXTES*, n°11, 2012 ; <http://journals.openedition.org/contextes/5329> (mis en ligne le 16-05-2012 ; consulté le 30-10-2018).

²⁵ *Awa*, n°11, janv.-fév. 1965, p. 51 et p. 40.

Activité principale exercée	Femmes	Hommes	Non renseigné	Total	Proportion
Enseignement	11	7	0	18	17 %
Journalisme	6	8	0	14	13 %
Politique, haute administration et diplomatie (dont 4 épouses)	8	6	0	14	13 %
Autres fonctionnaires	6	1	0	7	7 %
Sage-femme ou infirmière	5	0	0	5	5 %
Autre activité intellectuelle (étudiante, universitaire, écrivaine)	3	0	0	3	3 %
Autre (commerçant, artisan, religieux, ingénieur)	1	6	0	7	7 %
Non renseigné	18	16	4	38	36 %
Total	58	44	4	106	100 %

Tableau 2 – Activités principales des auteur·e·s de courriers selon le sexe (n=106).

Leur statut social, codé dans le tableau 2, révèle des épistolières au moins aussi diplômées que les épistoliers : elles sont surreprésentées dans les professions d’enseignantes ou de formatrices, quand les hommes le sont dans les milieux du pouvoir. Or le taux de scolarisation des filles en Afrique francophone à la veille des indépendances est de 3,5 % (contre 12 % pour les garçons)²⁶ : ce décalage dans l’accès à l’éducation se poursuit après la période coloniale. Les métiers féminins cités correspondent du reste à ceux qui ont marqué le devenir social du groupe passé par l’École normale de Rufisque, créée en 1938 pour former des sages-femmes, infirmières et institutrices. Ces statuts privilégiés assurent une entrée dans la fonction publique et suscitent des ascensions sociales par mariage et, à partir du diplôme d’enseignante, par reconversion professionnelle (vers le journalisme, la politique ou la diplomatie), ce qu’incarnent Annette

²⁶ BARTHÉLEMY (Pascale), *Africaines et diplômées à l’époque coloniale (1918-1957)*. Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 2010, 344 p. ; p. 17-18.

Mbaye ou Jeanne Martin-Cissé, première femme à présider le Conseil de sécurité de l'ONU ²⁷.

La mémoire (collective) de cette institution est entretenue dans la revue : « La boîte à lettres » accueille, outre le faire-part de décès de son époux, deux courriers de Germaine Le Goff (qui la dirigea), trois d'Angèle Quashié, enseignante et correspondante d'*Awa* au Togo, trois de Jeanne Martin-Cissé et un de Jacqueline Ki-Zerbo ²⁸, directrice du Cours normal de jeunes filles de Ouagadougou (après des études d'anglais à Paris), qui découvre *Awa* par hasard en librairie. La revue pourrait même en effet apparaître comme un bulletin de liaison pour les anciennes normaliennes de Rufisque et leurs réseaux sociaux dispersés (à commencer par ceux de la rédactrice en chef), mettant en leur centre Germaine Le Goff, qui signe ses missives « en maman, affectueusement », avant d'étendre sa « sympathie à la femme africaine » ²⁹. Le périodique relaie en ce sens d'autres initiatives ayant maintenu une solidarité autour de « l'expérience matrice des années d'école » ³⁰ : la création d'une Amicale Germaine Le Goff en 1970 au Sénégal, visant à « maintenir entre nous "l'esprit de Rufisque" » est ainsi signalée (dans une interview où aucune locutrice n'est nommée et où ce « nous » prend une portée généralisante) ³¹.

Le deuxième réseau structurant parmi les épistolier·ère·s est lié aux médias africains (presse et radio) dont il éclaire certaines des sociabilités. Dans ses années passées à Paris dès la fin des années 1940, Annette Mbaye a pu se familiariser avec le journalisme français et ses magazines féminins, son secteur le plus rentable, porté par les succès d'*Elle* et *Marie Claire*, plus conformistes que féministes, dont l'implication – sélective et prudente – dans une lutte féministe ne se fait pas avant les années 1970, en réaction à la chute de leur lectorat ³². Mais la fondatrice d'*Awa* a également fréquenté des Africain·e·s lettré·e·s résidant en France, à commencer par Léopold Sédar Senghor qui l'y parraina : certains se sont engagés en

²⁷ BARTHÉLEMY (P.), *Africaines et diplômées à l'époque coloniale (1918-1957)*, *op. cit.*, p. 14-15 et p. 223-231.

²⁸ Coulibaly avant son mariage : BARTHÉLEMY (P.), *Africaines et diplômées à l'époque coloniale (1918-1957)*, *op. cit.*, p. 268-269.

²⁹ *Awa*, n°11, janv.-fév. 1965, p. 36.

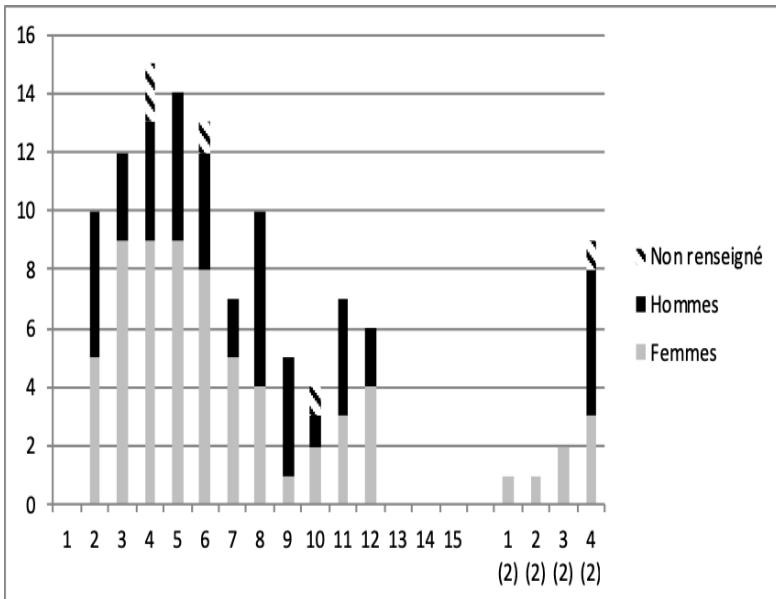
³⁰ Il y en eut dans plusieurs pays d'Afrique à des dates différentes : BARTHÉLEMY (P.), *Africaines et diplômées à l'époque coloniale (1918-1957)*, *op. cit.*, p. 277-278.

³¹ *Awa*, n°1, oct. 1972, p. 13.

³² BLANDIN (C), « Femmes de lettres dans la presse féminine (1964-1974) », *art. cit.*

pionniers dans une presse d'un nouveau genre. Annette Mbaye publie au début des années 1960 des textes littéraires dans *Présence africaine* et *Jeune Afrique*, des articles dans *La Vie africaine* et *Bingo* ; *Awa*, dont le lancement est salué par ces périodiques voisins proposant des échanges de publications, s'inscrit dans cette généalogie explicite qui entremêle littérature et journalisme.

Les courriers viennent d'Olympe Bhèly-Quenum, rédacteur en chef de *La Vie Africaine*, de Colette Lacroix (qui y est journaliste), d'Anca Bertrand, directrice de *La Gazette littéraire de la Martinique*, ou de Paulette Nardal, l'une des fondatrices et animatrices de *La Revue du monde noir* en 1931. Outre des réseaux intellectuels propres à une diaspora noire ou à la cause des femmes (Union nationale des femmes de Tunisie, Association des femmes ivoiriennes, Zonta club international), les courriers révèlent la reconnaissance d'*Awa* par une presse diversifiée et dispersée, de *Sénégal aujourd'hui* à *Solidarité* ou la *Revue polonaise* en Europe de l'Est, en passant par la revue intellectuelle *Esprit*, et le commercial *Écho de la mode*. S'ils écrivent au nom de ces périodiques, les scripteur·se·s représentent aussi (parfois en corollaire) des collectifs, associations ou centres d'enseignement auxquels *Awa* a été envoyée : la Société africaine de culture liée à *Présence africaine*, le Centre de formation des monitrices de jeunesse et l'Union féminine civique et sociale en France, l'Association soviétique pour l'amitié avec les peuples d'Afrique en URSS, etc.



Graphique 2 – Répartition des courriers publiés par numéro selon le sexe des épistolier·ère·s (n=116).

Cette esquisse de portrait collectif atteste donc des continuités sociales entre les auteurs·se·s d'articles et de courriers, et permet d'interroger la nature même du magazine. Comment son partage sexué se retraduit-il en diachronie dans la correspondance publiée ?

Si les femmes sont continûment présentes, elles doivent affronter ici aussi une concurrence accrue de la part des hommes. La fin de la première série voit le nombre de courriers diminuer drastiquement, jusqu'à la disparition de la rubrique aux n°13, 14 et 15 (comptant pourtant entre 42 et 50 pages, dans une série où le volume varie de 38 à 58 pages). Ils ne réapparaissent que timidement dans la seconde série (avec des numéros entre 34 et 36 pages). Plus nombreux que les épistoliers dès les n°8, 9 et 11, les épistoliers le sont aussi au n°4 qui voit « La boîte à lettres » rendre ses derniers éclats.

De même que les articles sont hétérogènes du point de vue de leur légitimité, les courriers paraissent hiérarchisés. Ainsi, la rédaction ne répond pas (publiquement) à tou·te·s : le taux de réponse est un peu plus élevé pour les épistoliers (21 réponses sur 44 courriers, soit 48 %) que pour les épistoliers (25 sur 58, soit 43 %). Cela correspond à un choix éditorial cohérent avec la volonté, régulièrement exprimée, de s'assurer la bienveillance des hommes. *A contrario*, les lectrices européennes ou américaines, seules à répondre aux invitations à réagir à certaines contributions masculines lancées par le comité de rédaction³³, n'hésitent pas à désapprouver vigoureusement des propos parfois caricaturaux, à la manière d'Hélène Pirote, journaliste canadienne de passage à Dakar, soulignant l'essentialisme et l'ignorance de Gôor-Gou-Mak vis-à-vis du féminisme européen, ou de Rosa Guy, réagissant aux propos d'Henri Mendy³⁴. À côté de « La boîte à lettres », mettant les correspondant·e·s sur le même plan, sept lettres (4 d'hommes, 3 de femmes) sont en outre publiées avec un titre propre, comme « La lettre du mois » (n°7) qui les distingue au sein d'une rubrique particulière, avec une illustration et une réponse attentive, du n°5 au n°8, puis du n°10 au n°12. Ce dispositif incitant à participer à la matière même du périodique, également courant dans *La Vie africaine* ou *Bingo*, valorise à nouveau la parole des lecteurs légèrement plus que celle des lectrices. Cette suite de déséquilibres et d'évolutions dynamiques laisse donc paradoxalement plutôt prévaloir les voix masculines dans ce périodique féminin : comment ce rapport entre les sexes se retraduit-il dans l'énonciation ?

³³ *Awa*, n°7, sept. 1964, p. 31.

³⁴ *Awa*, n°3, mars 1964, p. 23 ; n°12, mars 1965, p. 31.

De l'énonciation collective à une auctorialité féminine précaire

Le statut d'auteur·e des membres du comité éditorial apparaît variable et instable : ainsi, plusieurs noms cités dans l'ours n'apparaissent jamais en bas d'articles (Marie-Thérèse Diop, Marie-Louise Pichonnier, N'Diaye Mody ou Thérèse N'Gom). C'est qu'elles sont certainement à l'œuvre, parmi d'autres, derrière la masse d'articles anonymes ou, plus ponctuellement, prénoms et/ou pseudonymes. Reyane, auteure affichée des premiers récits historiques publiés, est ainsi le prénom africain d'Henriette Bathily, ce qui ne permet qu'aux initié·e·s de l'identifier. Mais qui se cache derrière Amy (abréviation d'Aminata), Nafissatou, Chérif ou Sim ? Comme Awa, équivalent d'Ève (qui le remplace parfois), ces prénoms sont de consonance africaine, loin d'homologues français et/ou chrétiens octroyés sous influence coloniale ou missionnaire. Ce choix non systématique – certaines apparaissant avec leur prénom de consonance européenne à côté de leur nom – s'inscrit dans un mouvement de réappropriation culturelle anticoloniale, voire de récupération d'une authenticité perdue, répandu dès les années 1960. Ponctuel, le prénymat ne semble pas relever de la stratégie concertée, revendiquée en France au début du Mouvement de libération des femmes (MLF) en opposition aux fondements patriarcaux de l'usage du patronyme³⁵, et peut aussi apparaître comme une étape vers l'anonymat qui domine les contributions féminines : deux fois non signée, la rubrique « La bonne secrétaire » est d'abord prénymé.

Sur quelle stratégie s'appuie ce choix dominant de l'absence de signature, susceptible de dissimuler la surproductivité de quelques-unes ? Loin du jeu gratuit, il peut s'apparenter à une protection découlant de la socialisation contradictoire des femmes éduquées à l'origine d'Awa : un effacement de modestie pour empêcher la compromission individuelle de certaines rédactrices désireuses de rester discrètes afin de ne pas encourir d'opprobre public (ou privé). Mais il paraît aussi lié au choix de l'énonciation collective, stratégie discursive très présente notamment dans l'éditorial, qui mentionne ici ou là « toute l'équipe-mère »³⁶. Employant le « nous », les locutrices placent leurs propos dans une perspective inclusive, pour leur donner une portée générale et politique.

³⁵ LASSERRE (Audrey), « Une révolution de l'autorité et de l'auctorialité. La signature au sein du Mouvement de libération des femmes », in : REGARD (F.), TOMICHE (A.), *Genre et signature, op. cit.*, p. 233-46.

³⁶ Awa, n°2, fév. 1964, p. 3.

Il s'agit d'inciter à la confiance « en nos aptitudes personnelles et sociales »³⁷ et, surtout, à l'union : « Unissons-nous », proclame une locutrice anonyme, diagnostiquant la nécessité que les femmes préservent le « sens moral de la nation » du fait, notamment, du rôle d'éducatrices qui leur échoit³⁸. Ces appels sont relayés par une actualité institutionnelle internationale dont *Awa* se fait précisément l'écho, reproduisant des rapports de congrès ou colloques consacrés à la cause des femmes. Un compte rendu de la Conférence des femmes africaines insiste sur la nécessaire « collaboration de nous toutes » pour arriver « au but que nous nous sommes fixé » en resserrant « davantage nos rangs »³⁹. La rhétorique de la maternité permet de s'adresser à différentes générations de femmes par une référence différentialiste et biologique. Elle est relayée par celle de la sororité, notamment sous la plume de lecteur·rice·s qui se font aussi volontiers, on l'a vu, représentant·e·s de collectifs, et destinent leurs courriers à des femmes désignées comme sœurs et amies, parfois *via* le personnage *Awa* : l'une invente le néologisme « Awaniennes » ; un seul lecteur peu attentif s'adresse, sans être corrigé, à « Monsieur le Directeur de votre journal »⁴⁰. Cette revendication d'une spécificité naturalisante (les liens de parenté féminins) endossée positivement apparaît comme un mécanisme répandu pour les groupes dominés, résistant stratégiquement aux catégories essentialistes dont ils font les frais.

À l'instar de photographies d'une armée féminine dahoméenne ou d'hôtesse de l'air⁴¹, les illustrations conjuguent aussi volontiers groupe et anonymat. Si neuf *cover-girls* sont nommées, six d'entre elles, anonymes, ne sont définies que par leur nationalité, leur jeunesse, leur statut de mère. Quatre couvertures représentent des portraits de groupe : les femmes du centre social de Bopp à Dakar lisant *Awa* puis brochant, l'orchestre national de Guinée, et enfin des combattantes anticolonialistes. Loin du portrait individuel habituel, ces couvertures montrent des femmes en action, dans des rôles de lectrices, musiciennes ou soldates qui leur sont moins dévolus qu'aux hommes. Ces statuts en côtoient d'autres plus conformes aux normes de genre, comme celui de mannequin.

Loin du vedettariat, les mannequins posant dans les pages de mode restent néanmoins aussi anonymes. Mettant en avant le béné-

³⁷ *Awa*, n°12, mars 1965, p. 3.

³⁸ *Awa*, n°3, mars 1964, p. 3 ; n°6, juin 1964, p. 3.

³⁹ *Awa*, n°1, janv. 1964, p. 13.

⁴⁰ *Awa*, n°2, fév. 1964, p. 33 ; n°9, sept. 1964, p. 36.

⁴¹ *Awa*, n°1, janv. 1964, p. 19-20.

volat militant sur lequel repose *Awa*, le comité éditorial refuse de « communiquer des adresses que nous ne sommes pas sensées [*sic*] connaître » à un lecteur désireux d'entrer en relation avec une femme dont l'apparence lui plaît : « Les jeunes filles et femmes qui posent pour la revue *Awa* participent ainsi à l'œuvre que nous entreprenons pour le rayonnement de la femme noire »⁴². La fonction de ces pages aux allures pratiques et divertissantes semble, si l'on en croit cette citation, plus militante qu'il y paraît : loin de l'impératif commercial qu'elles satisfont dans bien des magazines féminins, elles peuvent aussi, en juxtaposant de manière parfois dissonante prises de vue et poèmes, faire réfléchir face à des conceptions (esthétiques) de la femme noire susceptibles de s'entrechoquer.

Articulé au collectif, l'anonymat n'est pas un choix anodin dans ce journal travaillé par des modèles littéraires : le comité éditorial a autorisé les textes qu'il publie, et l'absence de signature n'annule pas toute auctorialité. L'un des enjeux porte alors sur l'identification de l'auteur·e masqué·e derrière un texte ou un pseudonyme, à partir d'indices comme un style reconnaissable, susceptibles de réinsérer texte et écrivain·e dans un corpus littéraire qui s'est historiquement constitué au profit de noms masculins. C'est pour éviter cette invisibilité féminine et se réappropriar l'écriture que les militantes et écrivaines avant-gardistes du MLF érigent l'anonymat en repoussoir au profit du prénymat ou de la signature collective, peu représentée dans *Awa*⁴³. Alors que Joseph Zobel ou Birago Diop assument la responsabilité de leurs publications sous une signature individuelle devenue la norme en littérature, cautionnée en partie dans le périodique, l'identification biographique des auteures des textes anonymes qui la nourrissent bien davantage en quantité reste largement à élucider. Cet effort n'est-il pas néanmoins en partie vain ? Car l'anonymat peut aussi être vu comme une forme délibérée d'auctorialité *partagée* défiant, à la manière du pseudonymat dans le Ghana colonial ou au Cameroun, des pratiques et des hiérarchies établies en Europe : pris au sérieux, il rend inopérant la méthode biographique en contexte (post)colonial, en valorisant l'énoncé plus que l'énonciateur⁴⁴. Dans *Awa*, il brouille de fait l'auctorialité indi-

⁴² *Awa*, n°8, oct. 1964, p. 36.

⁴³ LASSERRE (A.), « Une révolution de l'autorité et de l'auctorialité. La signature au sein du Mouvement de libération des femmes », *art. cit.*, p. 239-242.

⁴⁴ NEWELL (S.), *The Power to Name : A History of Anonymity in Colonial West Africa*, *op. cit.* ; TCHEUYAP (A.), « Écrire masqué. Des pseudonymes dans la presse camerounaise », *art. cit.*

viduelle des femmes, beaucoup plus trouble que celle des hommes avec lesquels elles se partagent le périodique.

Le lancement d'*Awa* coïncide pourtant, on l'a vu, avec l'entrée publique en littérature d'Annette Mbaye, dans ce genre resté prestigieux qu'est la poésie : ses poèmes ont été ensuite intégrés à l'enseignement scolaire au Sénégal, ce qui en signale la consécration institutionnelle, la mettant sur le même plan que certaines plumes masculines publiées dans la revue. Mais ne reste-t-elle pas, à ce titre, une exception ? Le recueil de Virginie Camara d'où sont extraits deux poèmes salués pour leur style⁴⁵ n'a ainsi à notre connaissance pas paru – faute d'éditeur ou de volonté ? L'écrivaine voit son nom parfois orthographié Kamara par la suite : cette signature peu unifiée contribue à masquer son autorité poétique. La revue fait comme vaciller ces nominations inconstantes dans une auctorialité incertaine, en écho à l'absence structurelle de reconnaissance des écrivaines d'Afrique à cette période⁴⁶. Loin de l'écrivaine prolifique et réputée au Sénégal qu'elle est aujourd'hui, c'est au titre d'« Amie Sow » qu'Aminata Sow Fall fait une apparition dans *Awa*, en Adjaratou recueillie narrant par le menu les conditions pratiques de son pèlerinage à La Mecque, au moment où les Nouvelles Éditions Africaines, créées en 1972, refusent son premier manuscrit, jugé trop local, qu'elle y publie pourtant quatre ans plus tard⁴⁷.

Alors que les contributeurs participent par leurs signatures, particulièrement de textes littéraires, à cautionner *Awa* tout en surveillant les contenus, les rédactrices y sont donc beaucoup plus souvent insérées au sein de collectifs susceptibles de les rendre individuellement invisibles. En avançant masquées et groupées, elles proposent des modes d'émancipation plus pratiques que théoriques, toujours susceptibles de reconduire des hiérarchies genrées. Les stratégies d'écriture et les quelques trajectoires sociales de femmes impliquées dans *Awa* esquissées ici n'en révèlent pas moins l'existence, autour du périodique, d'un espace vivant de solidarité et d'inventivité vis-à-vis des normes de genre.

■ Claire DUCOURNAU⁴⁸

⁴⁵ *Awa*, n°1, janv. 1964, p. 26.

⁴⁶ DUCOURNAU (Claire), *La Fabrique des classiques africains : écrivains d'Afrique subsaharienne francophone*. Paris : CNRS éditions, 442 p. ; p. 370-392.

⁴⁷ *Awa*, n°4, mai 1973, p. 24-25 ; DUCOURNAU (C.), *La Fabrique des classiques africains*, op. cit., p. 170.

⁴⁸ RIRRA21, Université Paul-Valéry-Montpellier 3.